



NOTIFIE LE

20 DEC. 2022

arrêté mise en ligne le 20
décembre 2022

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

**ARRETE
DU MAIRE DE LIBOURNE
Le 14 décembre 2022**

ST/A-2022-814

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022,

Vu la demande présentée par CMR EXEDRA sise 31 route de Branne 33750 BARON dans le cadre de travaux d'aménagements extérieurs VRD du campus du lac et modification de l'entrée du site au niveau du n°34 rue Max Linder.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE :

ARTICLE 1° - A compter du 2 janvier 2023 et jusqu'au 29 décembre 2023, le stationnement sera interdit 34 rue Max Linder, au droit du chantier. Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2° - A compter du 2 janvier 2023 et jusqu'au 29 décembre 2023, la circulation se fera sur une voie de circulation rue Max Linder avec mise en place d'un alternat par feux tricolores, au droit du chantier.

ARTICLE 3° - Entre le 16 janvier 2023 et le 20 janvier 2023 (2 jours), suppression du coussin berlinois en enrobés au droit du futur accès de la CCI 34 rue Max Linder, la circulation sera interdite au droit du chantier.

ARTICLE 4° - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 5° - La signalisation et déviation nécessaires seront mises en place par l'entreprise.

ARTICLE 6° - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7° - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de Libourne le quatorze décembre deux mille vingt-deux.



Pour le Maire par délégation
Le conseiller délégué à la voirie,
à la propreté,
au Centre Technique Municipal
et au plan communal de sauvegarde

Signé par : Bilal Halhoul
Date : 20/12/2022
Qualité : Parapheur B Halhoul
Libourne